

SOU 10 - LES COLLECTIVITÉS LOCALES FACE AU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE LOCAL

Date : 22 novembre

Salle : Oujda

Début de la session : 9h30 / Fin de la session : 12h15

Nombre de participants : 50

Organisateur : Cités et Gouvernements Locaux Unis d'Afrique (CGLU)

1. Rappel des éléments du contexte :

La question du développement et de l'amélioration des conditions et du cadre de vie des populations est au cœur de l'action publique aussi bien au niveau de l'Etat central qu'au niveau des collectivités territoriales. Pendant longtemps ces collectivités étaient davantage concernées par l'organisation de l'infrastructure et de l'équipement permettant l'accès des populations aux services de base.

Mais la montée des demandes sociales notamment des jeunes concernant l'accès aux emplois et aux revenus amènent la plupart des collectivités à s'intéresser de plus en plus à la manière de promouvoir les activités économiques sur leur territoire. Certains États font du développement économique local une composante de leur politique nationale de développement. Celle-ci s'inscrit alors dans la volonté de voir les collectivités territoriales accompagner l'État central dans la promotion du développement.

Dans cette perspective on s'attend à ce que la décentralisation se traduise dans le domaine économique par une plus grande implication des collectivités territoriales dans la promotion des activités et de l'emploi.

2. Les questions-clés :

- a) Quel environnement institutionnel mettre en place pour que les collectivités soient à même de promouvoir le développement économique local dans leur territoire ?
- b) Quel contenu donner à la politique de développement économique local en fonction des différents contextes et comment la mettre en œuvre ?
- c) Existe-t-il des méthodes et outils à la disposition des collectivités qui peuvent se saisir pour une action plus efficace dans le domaine du développement économique local ?
- d) Y a-t-il de bonnes pratiques dont pourraient s'inspirer les collectivités qui souhaitent mettre en œuvre une politique de développement économique local et quelles leçons peut-on en tirer ?
- e) Telles sont les principales questions qui seront traitées au cours de la session.

3. Les objectifs de la session :

- a) Faire le point de la question du développement économique local dans le contexte de l'économie mondialisée, notamment en Afrique
- b) Partager les expériences des collectivités locales en matière du développement économique local
- c) Identifier les initiatives innovantes dont peuvent s'inspirer les élus locaux dans la promotion de l'économie de leur territoire

4. Les responsables de la session

Président de la session : Oumarou B. Lafia, Maire de Nikki, Président de l'Association des Communes du Borgou au Bénin (ADECOP)

Modérateur de la session : Moudachirou SOULE, Secrétaire Exécutif de l'Association des Communes du Borgou au Bénin (ADECOP)

Panelistes :

Nom et prénoms	Titre/fonction	Sujet/dimension à aborder
Mr Mxolisi Mchunu	Programme Manager South African Local Government Association (SALGA)	Promouvoir les liens urbain-rural grâce au développement économique régional et à l'intégration spatiale: étude de cas du programme DEL d'Afrique du Sud
Ms Lungile Dlamini	CEO Municipal Council of Manzini	Promouvoir l'autonomisation économique des jeunes et des femmes : enseignements du programme DEL d'eSwatini (Swaziland)
Serge Camille TONOUKOUIN	Chargé de programme gouvernance au Bureau de la Coopération Suisse au Bénin (à Cotonou)	L'approche acteur comme stratégie d'accompagnement des partenaires dans l'allocation de l'aide au développement : l'expérience de l'ADECOP au Bénin
Mr. Nyangasi	Economic Advisor Mombasa County	Revenue Mobilization Efforts by County Governments in Kenya: The case of Mombasa, Nakuru and Makueni Counties
M. Hassan Tatou	Président de la commission chargée de l'étude des projets de la coopération et du partenariat	« Jeunesse, pilier des villes durables : actions menées en faveur des jeunes par le Conseil préfectoral de Rabat »
Ato Amlaku Adamu	Bureau Head, Urban Revenue Enhancement, Fund Mobilization and	« Experience of Urban Local Government Development Program (ULGDP-I and II) in enhancing own source revenue in Ethiopia »

	Finance Chef de bureau, amélioration des revenus urbains, mobilisation de fonds et finances	«Expérience du programme de développement des collectivités locales urbaines (ULGDP-I et II) dans l'amélioration des revenus autonomes en Éthiopie»
--	--	---

5. Le contenu des échanges :

- **La question des ressources financières des collectivités territoriales :**

La question du financement du développement économique local a été au cœur de cette session. En effet, l'une des problématiques auxquelles sont confrontées les collectivités locales sont comment augmenter leurs revenus pour mener des projets de développement économique local. Des programmes de bailleurs internationaux tels que la Banque mondiale dans le cas de l'Éthiopie peuvent aider les communes à augmenter leurs revenus. En effet, à titre d'exemple, les communes éthiopiennes ayant bénéficié de ce programme ont vu leurs ressources augmenter de 12%. Toutefois, cela n'est pas suffisant. Il est nécessaire que les collectivités territoriales génèrent leurs propres revenus. Il a été souligné à plusieurs reprises qu'une ville ne peut prospérer en dépendant uniquement des fonds de bailleurs internationaux. Il apparaît en effet nécessaire que les collectivités territoriales africaines s'affranchissent de ce type de financements dans la mesure où elles sont en mesure de développer leurs propres ressources internes.

Un autre moyen qui a été abordé pour augmenter le revenu des collectivités territoriales est la collecte d'une taxe foncière mais qui ne pourra se faire sans une révision du cadastre. En effet, la question foncière est au cœur du développement économique local.

Les collectivités territoriales africaines doivent capter les ressources, sans que celles-ci ne passent par les États. Lorsque l'on parle du financement de projets de développement économique local, on peut également changer d'échelon et réfléchir à l'échelle inter-communale. En effet, l'intercommunalité peut permettre aux communes d'accroître leurs revenus dans la mesure il est plus facile d'attirer des investissements à l'échelon intercommunal qu'au niveau communal, même si la taille de la ville ne doit pas être une contrainte pour capter des financements.

Il apparaît également nécessaire que les professionnels des gouvernements locaux soient formés à la gestion des ressources de leur collectivité et notamment à l'allocation de ces ressources. De l'expérience des uns et des autres, 03 possibilités s'offrent pour le financement des projets portés de DEL : le secteur privé, l'Etat (transferts de fonds et et autres ressources), les partenaires techniques et financiers

Il faudra par-dessus tout que les projets prennent en compte l'inclusion (jeunes, femmes, etc) qu'ils soient créateurs d'emplois ; des projets à haute intensité de main d'œuvre sont évoqués mais ne sont pas les seuls ; l'Afrique du Sud a développé l'expérience de la "préférence locale" dans les marchés publics et elle peut inspirer les autres acteurs. Il s'agit d'une part donnée des marchés publics réservés aux entreprises locales

- **La prise en compte du secteur informel :**

Dans les villes africaines, l'économie informelle représente une part non négligeable de la création d'emplois et contribue pour une large part au PIB. Toutefois, il est parfois difficile d'insérer le secteur informel dans l'économie, de par la difficulté de comptabiliser leur contribution au développement économique local. Il apparaît alors nécessaire de créer un cadre réglementaire et institutionnel plus favorable pour l'insertion de l'économie informelle.

Le secteur informel joue également un grand rôle dans l'insertion professionnelle des femmes et des migrants, ce qui contribue à atténuer le problème de l'emploi dans les villes. Les maires doivent donc être attentifs à cette problématique.

La problématique du secteur informel rejoint celle des ressources des collectivités territoriales. Il est nécessaire d'officialiser le secteur informel pour qu'il contribue au revenu des communes à travers la collecte de taxes notamment. La récupération des taxes dans le secteur informel est néanmoins délicate. L'une des possibilités est de regrouper ces acteurs informels en association. Une autre façon d'insérer le secteur informel passe aussi par la simplification des procédures de création d'entreprises. Dans de nombreux pays, des réformes ont été mises en œuvre dans ce sens. Le temps de délivrance de l'autorisation pour créer une entreprise a été réduit à 24 heures au Kenya par exemple.

- **La mise en place de projets porteurs et innovants :**

Une grande problématique à laquelle sont confrontées les collectivités territoriales est celle du chômage, et notamment du chômage des jeunes, dans un contexte d'accroissement croissant de la population urbaine. Les projets mis en œuvre doivent être à la fois inclusifs c'est à dire que les habitants participent à leur conception mais également qu'ils bénéficient directement aux populations. Ces projets doivent être créateurs d'emplois.

L'ensemble des citoyens doivent participer au développement économique local. Les communautés doivent être impliquées dans le développement économique des communes. Il est également nécessaire que les communes soient en accord avec les programmes qui vont être implémentés notamment dans le cadre de conventions de partenariat avec des bailleurs internationaux. Il est important de développer une logique de co-apprentissage, de co-construction. Les projets doivent émaner des collectivités locales afin de définir les priorités dans la mesure où celles-ci sont le plus au fait des réalités des villes.

On est en effet dans un processus collaboratif et également mettre en oeuvre des programmes de long terme dans la mesure où les résultats mettent du temps à arriver. Les projets doivent également être adressés à des groupes « sensibles » tels que les femmes, les jeunes ou les migrants.

Il faudra avoir également à l'esprit : la croissance urbaine (la tendance à l'accroissement des populations des villes africaines), la nécessité d'intégrer une gestion durable des ressources naturelles (avec une attention sur la question foncière) ; dans beaucoup de cas, les collectivités locales doivent relever le défi des capacités encore faibles de leurs personnels pour proposer des projets novateurs et gérer efficacement des ressources qui sont de plus en plus orientées vers elles.

6. Recommandations de la session :

- Les collectivités territoriales doivent faire en sorte que leurs ressources soient correctement gérées et doivent veiller à mobiliser des ressources internes.
- Des réformes institutionnelles doivent être menées pour favoriser la dynamique inter-communale.
- Les États doivent respecter leurs engagements sur les questions de la décentralisation notamment en termes de transfert de compétences et de ressources aux collectivités.
- Les projets doivent être porteurs, créateurs d'emplois et inclusifs. Il est également nécessaire de favoriser la « préférence locale » dans le cadre de l'appel à projets.

SOU 10 - LOCAL GOVERNMENTS IN THE FACE OF LOCAL ECONOMIC DEVELOPMENT (L.E.D.)

Date: November 22, 2018

Hall: Oujda

Beginning of the session: 9.30 a.m. / end of session: 12:00

Number of participants: 50

Organizer: United Cities and Local Governments of Africa (UCLGA)

1. Recall of the background:

The issue of development and improvement of the quality of the living conditions of the people is at the heart of public action both at the level of the central government and at the level of local and regional governments. For a long time these governments were more concerned about the organization of infrastructure and equipment offering the opportunity to the people to have access to basic services.

But the rise of social demands of the youth regarding access to employment and income prompts most of the local governments to become increasingly interested in how to promote economic activities on their territory. Some central governments make local economic development part of their national development policy. This policy then fits in with the desire to see local governments supporting the central government in the promotion of development.

Within this perspective, it is expected that decentralization will result in the economic field by a greater involvement of local governments in the promotion of activities and employment.

2. The key questions:

- (a) What institutional environment set up to ensure that local governments are able to promote local economic development in their territory?
- b) What content should be given to the local economic development policy based on the different contexts and how to implement such a policy?
- c) Are there methods and tools that local governments could use for a more effective action in the field of local economic development?
- d) Are there best practices that local governments could draw inspiration from to implement a policy of local economic development and what lessons can we learn?
- e) These are the main questions that will be addressed during the session.

3. The objectives of the session:

- (a) To take stock of the issue of local economic development in the context of the globalized economy, particularly in Africa;
- b) To share the experiences of local governments in terms of local economic development;

- c) To identify innovative initiatives that can use local elected officials in the promotion of their territory's economy.

4 . The people in charge of the session

Chair of the session: Oumarou B. LAFIA, Mayor of Nikki, President of the Association of Local Governments of Borgou, Republic of Benin (ADECOP)

Session moderator: Moudachirou SOULE, Executive Secretary of the Association of Local Governments of Borgou, Republic of Benin (ADECOP)

Panelists:

Name	Title/function	Subject/dimension to be addressed
Mr. Mxolisi Mchunu	Program Manager, South African Local Government Association (SALGA)	Promoting urban-rural links through regional economic development and spatial integration: case study of the L.E.D. program of South Africa
Ms Lungile Dlamini	CEO Municipal Council of Manzini	Promoting the economic empowerment of young people and of women: lessons from the LED program of eSwatini (ex Swaziland)
Mr. Serge Camille TONOUKOUIN	Governance Program Manager at the Office of Swiss Cooperation in Benin (in Cotonou)	The actors' approach as a strategy to support partners in the allocation of official development assistance: the experience of ADECOP in Benin
Mr. Nyangasi	Economic Advisor Mombasa County	<i>Revenue Mobilization Efforts by County Governments in Kenya: The case of Mombasa, Nakuru and Makueni Counties</i>
Mr. Hassan Armadillo	President of the commission in charge of the study of cooperation and partnership projects	"Youth: pillar of sustainable cities: actions in favor of young people by the Rabat Prefectoral Council.
ATO Amlaku Adamu	Bureau Head, Urban Revenue Enhancement, Fund Mobilization and Finance	"Experience of the development program of urban local governments (ULGDP-I and II) in improving of own source revenues in Ethiopia".

5. The content of the exchange of views and ideas:

- The question of the financial resources of local and regional governments :

The issue of funding local economic development has been at the heart of this session. Indeed, one of the problems faced by local and subnational governments is how to increase their revenues in order to conduct local economic development projects. Programs of international donors such as the World Bank in the case of Ethiopia can help local government to increase their revenues. Indeed, for example, Ethiopians local governments that have benefited from this program have increased their resources to the tune of 12%. However, this is not enough. It is necessary for the local and regional governments to generate their own revenues. It was repeatedly stressed that a city cannot thrive by depending only on funds from international donors. It is indeed necessary that African authorities are freed from his type of funding if they are able to develop their own internal resources.

Another resource which was discussed to increase the revenue of local and regional governments is the collection of a land tax, but that cannot be achieved without a revision of the land register. Indeed, the land issue is at the heart of local economic development.

African local and subnational governments must capture resources, without such resources transiting through central governments. When talking about the financing of local economic development projects, one can also change scale and think of the inter-municipal scale. Indeed, “inter-municipality” (pooling of resources by a group of local governments) can help local governments to increase their revenues as it is easier to attract investment at the inter-municipal level than at the municipal level, even if the size of the city should not be a constraint to capture funds.

It also seems necessary for the local government professionals to be trained in the management of resources in their local governments and in particular in the allocation of these resources. Based on the experience of each and everyone, 03 possibilities are offered for the financing of the LED projects: **the private sector, the Central Government (transfer of funds and other resources), and the Technical and Financial Partners.**

The projects should above all take into account inclusion (youth, women, etc), they should create jobs ; high-intensity labor projects are mentioned but are not the only ones; South Africa has developed the 'local preference' experience in procurement and it can inspire the other players. It is reserving A part of public procurement for local businesses.

□ **Taking into account the informal sector:**

In African cities, the informal economy represents a significant share of job creation and contributes to a large share of GDP. However, it is sometimes difficult to insert the informal sector in the economy, due to the difficulty to account for their contribution to local economic development. It appears necessary to create a regulatory and institutional framework that is more favorable for the integration of the informal economy.

The informal sector also plays a large role in the employability of women and migrants, which helps to mitigate the problem of employment in cities. Mayors should pay attention to this issue.

The issue of the informal sector is related to the resources of local and regional governments. It is necessary to formalize the informal sector so that it contributes to the income of local governments through the collection of taxes in particular. The collection of taxes in the informal sector, however, is tricky. One of the possibilities is to group these informal actors into an association. Another way to contribute to the integration of the informal sector into the regular economy requires the simplification of procedures for incorporation of business. In many countries, reforms have been implemented in this sense. The time required to incorporate a company was reduced to 24 hours in Kenya for example.

- **The implementation of promising and innovative projects:**

A big problem faced by local and subnational governments is that of unemployment, and in particular youth unemployment, in a context of growing urban population. The projects implemented must be both inclusive, that is to say that residents should be involved in their design, but also that those projects should directly benefit the populations. These projects must create jobs.

All citizens must participate in local economic development. Communities must be involved in the economic development of local governments. It is also necessary that the local governments to agree with the programs that will be implemented including through partnership agreements with international donors. It is important to develop a logic of co-decision-making and co-building. Projects must come from the local governments in order to define the priorities as it is the latter which are the most familiar with the realities of cities.

People are indeed in a collaborative process and it is also implementing long-term programs in as much as the results take time to be achieved. Projects must also be intended for "sensitive" groups such as women, youth and migrants.

One should also bear in mind: urban growth (African cities' growth trend), and the need to integrate sustainable management of natural resources (with a focus on the land issue); in many cases, local governments face the challenge of the very weak capacities of their staff to propose innovative projects and effectively manage resources that are increasingly oriented towards these local governments.

6. Recommendations of the session:

- Local and regional governments must ensure that their resources are properly managed and must ensure they mobilize domestic resources.
- Institutional reforms must be carried out to encourage the inter-municipal dynamics.
- Central governments must respect their commitments on issues of decentralization in terms of transfer of powers and resources to local governments.

- Projects must be promising, job creating and be inclusive. It is also necessary to promote the "local preference" in the calls for tenders.